

Benoît Biteau et Yannick Jadot : « Ce qui se joue dans le plus grand silence, c'est la mort de la politique agricole commune »

Le cœur de la réforme européenne en cours consiste à laisser à chaque Etat le choix de la répartition des deniers sur son territoire, sans réel contrôle, bien loin de l'esprit du projet lancé en 1962, déplorent, dans une tribune au « Monde », l'eurodéputé Vert et le candidat écologiste à l'élection présidentielle.

Tribune. « La politique agricole commune (PAC) est l'un des piliers fondateurs de l'Union européenne (UE). Depuis sa création, en 1962, celle qui est encore la seule politique intégrée européenne a permis de nourrir des millions d'Européennes et d'Européens. Ce faisant, elle a été l'un des principaux vecteurs de rapprochement entre nos peuples, moins de vingt ans après la fin de la seconde guerre mondiale. Cela mérite d'être salué. Et ce d'autant plus que la PAC est désormais un monument en péril.

Hier instrument de transformation et de régulation de l'agriculture européenne, ce tiers du budget communautaire n'est plus aujourd'hui qu'un guichet au service de ses plus gros acteurs. 20 % d'entre eux accaparent 80 % des aides directes, et ce n'est pas près de changer. Pire, la PAC est même détournée à des fins mafieuses et clientélistes par ceux-là mêmes qui crachent chaque jour leur haine du projet européen, les oligarques hongrois et tchèque, Viktor Orban et Andrej Babis [*qui n'est plus premier ministre depuis mi-novembre*], et consorts...

Retrouver le lustre d'antan

On aurait pu s'attendre à ce que l'Union européenne, habituée à avancer par à-coups à chaque lendemain de crise, tire les leçons de cet échec... L'esprit du projet européen aurait voulu que la réforme à venir offre plus de convergence entre les paysans bénéficiaires d'aides, ainsi qu'une dimension commune plus forte pour que l'agriculture européenne retrouve son lustre d'antan. Et surtout, qu'elle prive ceux qui se servent sur la bête de tout moyen d'agir. Or, c'est tout l'inverse qui s'apprête à être adopté.

Le cœur de la réforme en cours consiste à en confisquer les clés à la Commission européenne, pour les confier aux Etats membres, à l'exact inverse de [la réforme de 2014, mise en place par le libéral Dacian Ciolos](#), qui entendait fixer une ambition européenne. Si le budget reste communautaire, chaque Etat aura toute latitude pour décider de la répartition des deniers sur son territoire avec les plans stratégiques nationaux. Rien d'étonnant à ce que les chefs d'Etat se réjouissent de la manœuvre : ils auront le champ libre pour utiliser les fonds comme bon leur semble tout en pouvant blâmer Bruxelles si les choses tournent mal ! Ce qui a dysfonctionné en Hongrie et en République tchèque aurait dû servir de contre-exemple. Tout au contraire : ce modèle est désormais étendu à toute l'Union. De « commune », cette politique n'aura bientôt plus que le nom. Et l'Europe des nations chère aux droites les plus radicales devrait bientôt voir le jour sur le dos de l'agriculture.

« Le gouvernement d'Emmanuel Macron utilise au fond la latitude offerte par la réforme pour faire le pire choix possible : ne rien changer »

Pourtant, les défis à relever n'ont jamais autant nécessité une réponse commune aux Vingt-Sept. Comment répondre au changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité si ce n'est au niveau européen ? Le Pacte vert européen proposé par la Commission européenne est un début de réponse. Mais les ministres de l'agriculture des Etats membres, Julien Denormandie en tête, pèsent de tout leur poids pour le détricoter par le biais des plans stratégiques nationaux. Ainsi, à la demande de la Commission que ces plans traduisent les efforts de chaque Etat pour la réduction des intrants chimiques ou le développement de l'agriculture biologique, le ministre français et 17 de ses collègues ont purement et simplement opposé une fin de non-recevoir. Le tout, bien sûr, sans que les citoyennes et citoyens aient leur mot à dire. Hier ardents défenseurs du Pacte vert européen, les Etats battent en retraite sous la pression de l'agro-industrie, et font le sale boulot à l'abri des regards.

Ce qui se joue dans le plus grand silence, c'est la mort d'une des plus anciennes politiques communautaires, et l'avènement d'une agriculture gérée par chaque Etat dans son coin, sans contrôle digne de ce nom, ni mesure des résultats accomplis. Au mieux, les mesures « vertes » dans cette réforme se résument à du pur « greenwashing », afin de protéger le statu quo. Et les promesses de simplification faites aux paysans sont oubliées : les exceptions à la législation exigées par les Etats feront de cette réforme un enfer administratif pour les premiers concernés, alors même que la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et ses alliés en faisaient un casus belli !

Une imposture

L'exemple de la déclinaison française de la PAC est particulièrement parlant. Selon l'Autorité environnementale, le ministère devrait d'urgence augmenter « *le niveau d'ambition du plan stratégique national afin de mettre en cohérence ce plan avec la trajectoire (...) en matière de changement climatique, de bon état des eaux, de reconquête de la biodiversité et de santé* » ! Mais il faut croire que telle n'est pas la priorité du gouvernement : selon le ministre Julien Denormandie, les écorégimes, cœur « vert » de la nouvelle PAC, seront accessibles à 70 % des agriculteurs sans changement de pratiques. Le soutien au label Haute valeur environnementale [*qui permettra de bénéficier des aides des « écorégimes »*] au même niveau que l'agriculture biologique est un autre témoignage de cette imposture, puisque les performances environnementales dudit label ont à plusieurs reprises été jugées largement insuffisantes. Le gouvernement d'Emmanuel Macron utilise au fond la latitude offerte par la réforme pour faire le pire choix possible : ne rien changer.

Et le Parlement européen dans tout ça ? Lui qui a pour rôle de contrôler l'exécutif, quelle sera son utilité une fois que l'exécutif lui-même n'aura plus aucun moyen de contrôler l'exécution des mesures adoptées ? Comment les militants d'une Union européenne inclusive et démocratique pourraient-ils laisser passer un tel affront ? Comment, au moment où nous tentons de faire vivre le projet de Conférence sur l'avenir de l'Europe avec des milliers d'Européennes et d'Européens, pourrions-nous accepter ce diktat imposé par quelques roitelets de passage ?

Le Parlement européen peut encore préserver l'essentiel. En votant contre la PAC, il peut protéger ses valeurs, son autonomie et sa souveraineté face au Conseil, et ménager un avenir digne de ce nom à l'Union. Face aux fossoyeurs du projet élaboré par Jean Monnet, nous pouvons encore faire respecter son héritage, et affirmer qu'un avenir est possible pour l'Union européenne. »

Benoît Biteau est paysan et eurodéputé Vert-Alliance libre européenne (ALE) ; **Yannick Jadot** est eurodéputé Vert-ALE et candidat à l'élection présidentielle de 2022.